

➤ Des barrages qui détruisent la mémoire culturelle

Les barrages de l'État de Sarawak en Malaisie sont source d'énergie, mais pour l'exportation, pas pour la population locale. Des experts en droits de l'Homme craignent que la véritable raison de leur construction soit tout autre.

Ce n'est que grâce au hasard que les plans de construction de douze barrages du gouvernement de Sarawak (État malaisien sur l'île de Bornéo) ont été révélés au public. Une présentation du projet, dont l'auteur est le directeur de Sarawak Energy Berhad, est apparue par erreur sur un site Internet. Le document, retiré par la suite, a pu être transmis au Bruno Manser Fonds et mis en ligne sur son site internet.

Les barrages prévus font partie du gigantesque projet du Chief Minister Abdul Taib Mahmud: «Sarawak Corridor of Renewable Energy». Il a pour but de moderniser Sarawak jusqu'en 2020 en construisant et en étendant les centres industriels et de production, cœur de l'approvisionnement en énergie. Les douze barrages produiraient ainsi de l'énergie qui sera exportée principalement en Indonésie, au Brunei et sur la péninsule de la Malaisie.

Pour l'instant, Sarawak n'est pas demandeuse de cette énergie puisque le barrage de Bakun, qui sera mis en service à la fin de l'année, produira largement assez d'électricité pour l'État malaisien. Les plans de l'infrastructure veulent attirer des investisseurs étrangers. Les premiers contrats ont déjà été signés avec des entreprises de Taiwan et de Chine.

La construction du barrage de Murum a déjà commencé. Un billion de francs suisses sont prévus pour le projet qui devrait être achevé en 2013.

Menace pour les plus faibles

On trouve à Sarawak des forêts équatoriales parmi les plus riches du monde. Des autochtones de plus de quarante groupes ethniques différents y vivent. Après avoir passé les dernières décennies à se battre pour leurs droits territoriaux, contre la déforestation et la culture de palmiers à huile, des milliers



La construction du barrage de Bakun a expulsé 9400 membres du peuple penan.

d'entre eux vont maintenant devoir faire face à une nouvelle menace: leur expulsion et l'inondation de leurs villages et de leur terre. Ainsi, environ 1000 membres de la population penan à l'ouest vont devoir quitter sept villages à cause du barrage de Murum.

Les Penan sont le groupe autochtone le plus vulnérable puisqu'ils dépendent de la flore et de la faune de la forêt ainsi que de rivières propres pour leur vie de chasseurs, pêcheurs et cueilleurs. Le gouvernement leur promet une vie meilleure après la construction du barrage mais on remarque aujourd'hui déjà qu'ils ne vont pas en profiter: beaucoup d'entre eux ont voulu travailler sur le chantier mais ils ont été refoulés, ne pouvant présenter de carte d'identité.

Les Penan à l'ouest de Sarawak ne sont pas les seules victimes: le peuple kelabit à l'est est également concerné. On procède déjà à des travaux de mesures sur la rivière Limbang. Mutang Urud, un ancien allié de Bruno Manser aujourd'hui exilé au Canada, voit la menace peser sur son village d'origine, Long Napir, sur les rives du Limbang: «Ce projet est une attaque frontale à nos droits en tant qu'autochtones de cette région, dit-il. Cela ne ferait pas que détruire notre territoire traditionnel mais cela réduirait aussi notre mémoire culturelle à néant

pour les futures générations.» Les Kelabit craignent de subir le même sort qui frappe 9400 Penan: il y a 14 ans, ils ont été déplacés vers Sungai Asap à cause de la construction controversée du barrage de Bakun. L'économie monétaire qu'on leur a imposé leur est inconnue, ils vivent dans une cruelle pauvreté, souffrent du chômage, de la faim et de la perte de leurs racines culturelles et de leur mode de vie traditionnel. Ils attendent encore les compensations et les terres arables promises. Ils n'ont toujours pas de droit commun sur les champs qui leur ont été attribués et qui sont bien trop petits et à des kilomètres de leur village.

L'infâme barrage

Les principaux bénéficiaires du projet seront la famille du Chief Minister qui s'est acquiné avec nombre des entreprises (p. ex. Sarawak Energy Berhad). Baru Bian, avocat des droits territoriaux et opposant politique autochtone craint que: «la construction des barrages au nom du développement soit un prétexte pour la suppression des droits des peuples autochtones dans les bassins de réception de nos plus grands fleuves. Ces barrages ne sont pas nécessaires.»

Julia Beckel, Bruno Manser Fonds